

# Audition d'Intercommunalités de France par l'ARCEP sur le plan de fermeture du réseau cuivre notifié par Orange

## Propositions et points de vigilance d'Intercommunalités de France

Intercommunalités de France accueille favorablement le plan de fermeture du réseau cuivre transmis par l'opérateur historique Orange à l'ARCEP en février 2022. En effet, dans le contexte d'un déploiement rapide du réseau fibre optique et du plan France Très Haut Débit qui vise à couvrir l'ensemble du territoire d'ici la fin de l'année 2025, il ne serait ni souhaitable, ni soutenable, de maintenir les deux réseaux en parallèle. Néanmoins, Intercommunalités de France souhaite préciser sa position et soulève plusieurs points de vigilance relatifs à la mise à œuvre de la fermeture du réseau cuivre présenté par l'opérateur historique.

**Celle-ci ne doit pas se faire à n'importe quel prix, dans n'importe quelle temporalité. Elle doit être réalisée en respectant les territoires, leurs entreprises et leurs habitants, bénéficiaires *in fine* des services de ces deux réseaux filaires que sont le cuivre et la fibre.**

Intercommunalités de France remercie l'Arcep de lui donner la possibilité de communiquer ses positions et ses points de vigilance pour la mise en œuvre de ce grand chantier national.

<b>Propositions .....</b>	<b>2</b>
1. Associer les intercommunalités au plan de fermeture	2
2. Transparence des expérimentations réalisées par ORANGE	3
3. Le maintien de la qualité du réseau cuivre après la fermeture commerciale	3
4. Fin du cuivre mais nécessité d'un déploiement de qualité de son corollaire : la fibre	4
5. La mise en place d'un service universel repensé	4
6. Quel avenir pour les infrastructures après la fermeture du cuivre	6

## PROPOSITIONS

### 1. ASSOCIER LES INTERCOMMUNALITES AU PLAN DE FERMETURE

#### 1. Le rôle d'Intercommunalités de France

Intercommunalités de France est une association qui fédère plus de 1000 intercommunalités dont 17 métropoles, 210 communautés d'agglomération et urbaines, 10 EPT de la métropole du Grand Paris, et 730 communautés de communes parmi les 1200 intercommunalités françaises. Son maillage local est donc très fort et représentatif. Aujourd'hui la totalité des communes appartiennent à une intercommunalité et les élus intercommunaux sont tous des élus communaux. La coopération intercommunale est apparue à la fin du XIXème siècle pour la mise en place de réseaux structurants pour le territoire français (réseau de distribution de l'électricité et de l'eau). Ce fait historique fait écho à l'enjeu territorial actuel que représente la fermeture du réseau cuivre, menée par Orange, ainsi que son pendant, le déploiement de la fibre optique.

Comme Orange le propose dans son plan de fermeture, Intercommunalités de France souhaite intégrer la gouvernance qui garantira la cohérence et le pilotage de ce véritable chantier industriel de la fermeture progressive du réseau cuivre à l'horizon 2030. Intercommunalités de France souhaite donc faire partie de l'instance de pilotage de cette action au niveau national, avec les autres acteurs pré-identifiés que sont Orange, l'Arcep, les OI de la FttH, les opérateurs commerciaux, les associations d'élus, les élus locaux, les pouvoirs publics et la Fédération Française de Télécoms.

#### 2. Plus qu'un partage d'information, la nécessité d'associer les intercommunalités et les communes à la gouvernance et aux décisions pour un véritable partenariat

Intercommunalités de France plaide pour que les intercommunalités soient intégrées aux instances locales mises en place par Orange pour « assurer la proximité avec le terrain et la réactivité nécessaire à la réussite du projet » comme l'opérateur l'inscrit dans son plan. **Elle demande également à Orange de préciser l'articulation de ses instances locales.**

Par ailleurs, Orange ne prévoit pas d'associer les communes et les intercommunalités au processus de décision qui détermine les lots annuels de fermeture technique du cuivre et particulièrement les groupes de communes visées par cette fermeture. Orange ne prévoit qu'un simple « partage d'information ». Selon Intercommunalités de France, le dialogue avec les communes et les intercommunalités en amont des décisions de fermeture permettrait de mieux gérer le déroulé des opérations et d'assurer une meilleure information des usagers concernés. D'autant qu'Orange compte s'appuyer sur les communes pour accompagner les populations et en faire de véritables relais d'information. La position d'Intercommunalités de France est d'autant plus importante que certaines communes ou intercommunalités sont délégataires.

#### 3. Une fermeture possible par groupe de communes mais en associant les intercommunalités

La fermeture à la maille de la commune a été choisie par Orange. Intercommunalités de France en prend note mais estime que les intercommunalités ont également un rôle de facilitateur à jouer dans le processus de fermeture du réseau cuivre. Elles représentent un « territoire vécu » et

en raison des compétences qui leurs sont propres, elles interviennent en matière d'aménagement et de développement économique, d'urbanisme, d'habitat et parfois même de voiries. De plus, à partir de 2025, dans le cadre de la loi REEN, les communes et les intercommunalités de plus de 50 000 habitants auront l'obligation d'élaborer des stratégies numériques responsables. Elles pourront être un relai important pour leurs communes. **En conséquence, lorsqu'un groupe de communes est concerné simultanément par une fermeture du réseau cuivre, il serait souhaitable que la ou les intercommunalités soient pleinement associées à cette démarche.**

**L'intercommunalité peut être le bon échelon territorial pour accompagner les communes qui la composent concernées par la fermeture du réseau cuivre.**

## 2. TRANSPARENCE DES EXPERIMENTATIONS REALISEES PAR ORANGE

Intercommunalités de France plaide pour un partage d'information transparent auprès des acteurs et notamment les élus locaux concernant la seconde vague d'expérimentation de la fermeture commerciale et technique.

Cette seconde vague d'expérimentation a vu la fermeture commerciale du réseau le 31 mars 2022. La fermeture technique définitive est prévue le 15 novembre 2022. Il serait souhaitable qu'Intercommunalités de France ait connaissance des retours d'expérience des différentes parties prenantes impliquées et qu'Orange communique dès aujourd'hui sur cette expérimentation et à chaque étape avant la fermeture définitive.

## 3. LE MAINTIEN DE LA QUALITE DU RESEAU CUIVRE APRES LA FERMETURE COMMERCIALE

En France, le réseau cuivre concerne plus de 19,6 millions de lignes cuivre encore actives en 2021 et conservera des utilisateurs jusqu'en 2030 *a minima*, date de la fermeture définitive et globale du réseau cuivre sur le territoire national. Ce réseau « historique » et l'infrastructure qui le supporte sont parfois en mauvais état. Orange annonce à partir de juin 2026 une adaptation du SAV généralisé à la suite de la fermeture commerciale nationale.

### Questions :

- Qu'entend Orange par « adaptation » de son SAV ?
- Quelles sont les garanties imposées à Orange pour les utilisateurs du réseau cuivre qui n'ont pas encore migré ?
- Comment s'assurer que les utilisateurs restants ne se retrouvent pas dans des situations où la coupure peut être préjudiciable à leur sécurité ou leur santé (services de télé médecine dans des zones blanches notamment) ?

Le maintien de la qualité du réseau cuivre sur les territoires où la transition n'a pas été réalisée, est une priorité pour Intercommunalités de France.

**La fermeture du cuivre ne doit pas signifier une dégradation technique de l'accès à Internet et à la téléphonie fixe pour les usagers et les entreprises. En outre, elle ne doit pas signifier une obligation d'augmentation des coûts, en particulier pour les personnes à faibles revenus.**

#### **4. FIN DU CUIVRE MAIS NECESSITE D'UN DEPLOIEMENT DE QUALITE DE SON COROLLAIRE : LA FIBRE**

Il est bien évident que la fermeture du réseau cuivre ne doit se faire que si et seulement si une transition vers la fibre est possible et dans les conditions commerciales fixées par l'Arcep. L'installation de la fibre doit être réalisée avec une mise en place technique sans défaut de qualité et une pratique des opérateurs irréprochable tant au niveau des opérations d'infrastructure d'une part qu'au niveau des opérations de raccordement pour l'abonné d'autre part.

Nous attirons l'attention de l'Arcep sur le mode sous-traitance stoc V2, et appelons à la vigilance sur le manque de gestion et de suivi des interventions de leurs sous-traitants par certains opérateurs. Des problèmes de formation ont été pointés par InfraNum qui alerte sur la nécessité de mettre en place des certifications par l'Arcep.

##### **Questions :**

- Comment garantir que cette sous-traitance « en cascade » puisse permettre de remonter la chaîne de responsabilité en cas de litige ?
- Comment le sous-dimensionnement de certains réseaux fibres déjà signalé sera traité à l'avenir ?

Les disparités de qualité du réseau fibre entraîneraient une inégalité entre les territoires et seraient préjudiciables pour leurs habitants et leurs entreprises. En effet, les efforts déployés pour relocaliser des activités industrielles et accompagner la transition numérique des entreprises dans les territoires se heurteraient à une qualité inégale du réseau fibre, défavorable au maintien, au développement des entreprises en place, voire à l'implantation de nouvelles entreprises.

#### **5. LA MISE EN PLACE D'UN SERVICE UNIVERSEL REPENSE**

Depuis décembre 2020, aucun opérateur n'est chargé du service universel fournissant un raccordement au réseau fixe ouvert au public, un accès à un service téléphonique de qualité et à un tarif abordable. Orange s'est engagé auprès du Gouvernement à maintenir son offre « abonné principal » et « réduction sociale téléphonique » jusqu'en 2023. A l'heure de la multiplication de démarches en ligne, de la généralisation du télétravail, de la télémédecine, et au regard de l'importance d'Internet pour l'accès à la scolarité, aux études et aux services publics, le service universel doit être repensé rapidement. Le nouveau code européen des communications électroniques permet aux États membres de moderniser et de mettre en place un service universel pour l'accès à l'Internet à haut débit avec un pack de services numériques minimal d'accès (via ce service universel) mais aussi la possibilité de mise en place d'un tarif social. Intercommunalités de France plaide pour une refonte du service universel français adapté aux nouveaux besoins essentiels des habitants de ce territoire.

## 1. Un raccordement des immeubles neufs

Dans la mesure où Orange a annoncé la fin des raccordements systématiques des immeubles neufs au réseau cuivre depuis janvier 2022, quel sera l'interlocuteur du particulier ou du promoteur pour un raccordement au réseau fibre ? Un particulier ou un promoteur risque de rencontrer des difficultés pour trouver un interlocuteur unique et un prix encadré en cas de raccordement complexe. Intercommunalités de France demande la mise en place d'une procédure de raccordement « jusqu'à la box » encadré par la loi et « abondé » par la puissance publique. Le promoteur ou le particulier qui ferait construire sa résidence n'auraient plus qu'un seul interlocuteur et connaîtrait par avance le coût du raccordement.

## 2. Gratuité de la migration vers la fibre pour l'abonné

**Pour un client cuivre qui souhaite passer à la fibre le raccordement ne devrait pas être payant et ne doit pas engendrer de surcoût en fonction de la complexité de son raccordement.**

Une fois la fermeture commerciale effectuée, Intercommunalités de France plaide pour qu'un abonné n'ait pas à assumer un surcoût de transition vers la fibre. En d'autres termes, un abonné ne doit pas voir coupée sa ligne téléphonique fixe et internet si les travaux nécessaires pour raccorder la fibre à son logement sont à sa charge. Aujourd'hui le raccordement est assuré gratuitement par les opérateurs via une offre commerciale mais qu'en sera-t-il demain ?

Quel cadre assurera à l'abonné qu'il n'aura pas à supporter un surcoût si le raccordement s'avère complexe ? Exemple : l'habitation qui est loin du point de raccordement et dont le fourreau existant accueillant le cuivre est obstrué et ne peut accueillir la fibre.

## 6. QUEL AVENIR POUR LES INFRASTRUCTURES APRES LA FERMETURE DU CUIVRE

La question de la fermeture commerciale et technique de réseau de la boucle cuivre pose également la question du devenir de l'infrastructure qui la supporte et de son entretien. La fermeture pose le risque du désengagement d'Orange sur l'infrastructure « porteuse » du réseau quand il n'a pas trouvé d'autres finalités à celle-ci.

Orange étant propriétaire de l'infrastructure qui supporte le réseau cuivre, Intercommunalités de France s'interroge sur l'avenir de cette infrastructure qui, sur certains territoires, est en fort mauvais état et nécessite un entretien régulier (poteau abîmé par les intempéries, travaux d'élagage, accidents, etc.). D'ores et déjà de nombreux territoires signalent les difficultés qu'ils ont à obtenir des interventions pour réparer le réseau actuel.

Intercommunalités de France propose à l'Arcep d'effectuer un point d'étape et un état d'avancement avant la fin de l'année 2022.

**Contacts :** Clément Baylac, [c.baylac@adcf.asso.fr](mailto:c.baylac@adcf.asso.fr)

